

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Rapport d'évaluation

Licence professionnelle Back office métiers titres

Université de Lorraine

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 14/06/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2016-2017

sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ(s) de formations : Droit, économie, gestion

Établissement déposant : Université de Lorraine

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Assurance, banque, finance* spécialité *Back office métiers titres*, ouverte en 2010, a pour objectif de former des diplômés directement opérationnels dans les domaines de la comptabilité bancaire, des moyens de paiement et autres activités liées au secteur de la banque d'affaires (bourses, maîtrise des risques, etc.). Elle se propose de répondre aux besoins des banques et fonds d'investissements, notamment ceux dont les activités sont situées au Luxembourg. Les métiers visés sont : comptable bancaire, comptable d'organismes de placement collectif, agent de transfert, gestionnaire de back office, analyste risque et analyste bilan bancaire.

Cette licence professionnelle (LP) est accessible en formation initiale ou en formation continue.

L'enseignement est intégralement dispensé à Metz.

Analyse

Objectifs
<p>La fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) liste très clairement les métiers visés, les compétences attendues et les enseignements qui permettent de les acquérir. Les emplois visés sont en accord avec le niveau Bac+3 (comptable de banque d'investissement, de fonds, tenue de compte en salle de marché). En revanche, les compétences évoquées sont parfois trop générales (« bourse », « gestion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières » (OPCVM), « maîtrise des risques ») et peuvent entraîner une confusion avec de diplômes de niveau supérieur (Bac+5). Il serait judicieux de mieux faire apparaître la dominante comptable de la formation et d'évoquer des compétences plus adéquates.</p> <p>Cette LP répond à une demande explicite de trois entreprises partenaires basées au Luxembourg pour ce type de profil, dont on demande si le nombre ne mériterait pas d'être augmenté.</p>
Organisation
<p>La formation est localisée dans l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Metz. Elle est proposée en partenariat avec l'Institut d'administration des entreprises - Ecole supérieure de management (IAE- ESM) de Metz (concrètement, 45 heures de cours sur 400 heures sont dispensées par des enseignants-chercheurs (EC) de l'IAE).</p> <p>L'organisation de la licence ne propose pas de parcours distinct. Cela est justifié par son objectif de métiers déjà étroitement défini.</p> <p>Au 1^{er} semestre, l'étudiant doit choisir deux cours de remise à niveau parmi trois (comptabilité, droit, techniques quantitatives). Les cours sont assez directement corrélés aux compétences attendues.</p>

<p>Le partenariat avec certaines entreprises se traduit par l'intervention de professionnels dans les cours, par la proposition de stages et le suivi de stagiaires par des représentants de ces entreprises, et par certaines embauches (dans des proportions non chiffrées). Cela constitue donc un partenariat réellement actif. Sur les 400 heures de cours annuelles, 180 heures sont dispensées par des EC et 220 heures soit 55 % par des vacataires extérieurs (responsables fiscalité, responsables juridiques, responsable Back office, etc.). Au 1^{er} semestre, le projet tuteuré et projet personnel professionnel compte pour 6 crédits sur 30, et au 2nd semestre, le stage en banque représente 9 crédits sur 30.</p>
<p>Positionnement dans l'environnement</p>
<p>Les éléments fournis dans le dossier montrent qu'il n'existe pas d'autres offres de formations pour ce type de métiers en Lorraine, ni dans la nouvelle région Grand Est.</p> <p>Cependant, on remarque que les débouchés sont orientés vers le Luxembourg, la place de Francfort ou celle de Genève ; ce qui peut expliquer la rareté de l'offre locale de formation.</p> <p>La LP s'adresse aux étudiants de l'Université de Lorraine et au-delà. Elle intègre des diplômés de l'IUT de Metz et des titulaires de Brevets de technicien supérieur (BTS) : DUT <i>Gestion des entreprises et des administrations</i> - GEA, BTS <i>Comptabilité et gestion des organisations</i> et BTS <i>Assistant de gestion petites et moyenne entreprises-industries</i> (PME-PMI). L'origine géographique des étudiants n'est pas précisée.</p> <p>Si elle répond à des besoins réels du marché du travail, cette licence dépend fortement de partenaires situés au Luxembourg. Cette dépendance pourrait devenir un problème si ces partenaires devaient réviser à la baisse leur implication dans cette formation.</p>
<p>Equipe pédagogique</p>
<p>L'équipe dite « de formation » est assez restreinte (deux responsables de la mention et du diplôme se réunissent chaque semestre pour un point général).</p> <p>L'équipe pédagogique est étendue à l'ensemble des intervenants et se réunit trois fois par an, dont une lors du conseil de perfectionnement. La part de professionnels et d'enseignants de l'établissement dans cette équipe correspond bien à la répartition dans les heures d'enseignements (respectivement environ 60 %/40 %).</p>
<p>Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études</p>
<p>Les effectifs montrent une bonne attraction de la licence (hausse régulière de 11 en 2010, 29 en 2015/2016). Les taux de présence et de réussite sont bons (entre 90 % et 100 %), démontrant un réel intérêt des étudiants.</p> <p>Le dossier d'autoévaluation indique que la licence recrute environ un tiers d'étudiants d'IUT, un tiers d'étudiants de BTS et un tiers « d'autres formations tertiaires » – aucune précision n'est donnée concernant ces autres formations. On note la faiblesse du recrutement d'étudiants des licences <i>Economie, Gestion</i> (0 à 1 étudiant selon les années). Il aurait été souhaitable d'avoir plus de précision sur l'origine du public pour vérifier que la LP ne s'adresse pas uniquement à des candidats ayant déjà suivi des formations leur permettant une insertion professionnelle (DUT et BTS notamment).</p> <p>A six mois, l'enquête montre une poursuite d'études assez élevée : pour la dernière année connue, 2 sur 16 répondants en 2013, mais avec des taux qui dépassaient 30 % en 2010 et 2011. On note des taux d'insertion supérieurs au taux d'activité : il s'agit probablement d'une erreur matérielle le nombre de diplômés en emploi ne pouvant par définition être supérieur au nombre d'étudiants actifs.</p> <p>A 18 mois, les chiffres démontrent une insertion très bonne (entre 100 % pour les diplômés de 2011, 92 % pour 2012). On note cependant un faible nombre de répondants (7 en 2011 et 15 en 2012). Le niveau de salaire semble correspondre aux attentes.</p> <p>Il manque une information plus descriptive sur la nature des postes qui sont effectivement atteints par les étudiants et les fonctions obtenues.</p>
<p>Place de la recherche</p>
<p>La place de la recherche est essentiellement liée à la présence d'EC dans l'équipe pédagogique. Deux EC de la formation sont impliqués des projets de recherche en finance de marché. Les projets ont donné lieu à des contrats avec deux laboratoires de l'Université de Lorraine (le Centre Européen de Recherche en Économie Financière et Gestion des Entreprises, CERIFEGE et le Laboratoire d'Informatique Théorique et Appliquée, LITA). La nature des contrats n'est pas précisée.</p>
<p>Place de la professionnalisation</p>
<p>En matière de compétence, la formation vise à former des diplômés opérationnels, notamment dans les métiers de back office et métiers titres.</p>

<p>La licence ne propose pas de certifications professionnelles. Cependant, le caractère très ciblé du métier visé, et le fait que des cours soient assurés par des cadres d'entreprises demandeuses de ces profils (les banques Société Générale Bank and Trust, Banque Générale du Luxembourg-BNP, et la société d'assurance FOYER), confortent l'accès aux stages et aux emplois pour les étudiants.</p> <p>Les étudiants font part de leur satisfaction à l'égard de la facilité d'accès aux stages dans les comptes rendus des conseils de perfectionnement.</p>
Place des projets et des stages
<p>Un projet tuteuré a lieu le 1^{er} semestre, autour d'un projet personnel professionnel, pour un volume de 150 heures. Il donne lieu à un écrit noté. Il s'agit de traiter des thèmes d'actualité en liens avec les métiers. Cela constitue une bonne situation de mise en autonomie.</p> <p>Le stage de six mois a lieu au 2nd semestre. Il donne lieu à une soutenance devant les tuteurs professionnels et universitaires. Comme le note le dossier, un éventail plus large d'entreprises pourvoyeuses de stages serait souhaitable. Le caractère professionnel est renforcé par le fait que les stages sont proposés par des partenaires pédagogiques, appartenant aux secteurs économiques qui constituent la cible de la formation : assurance, banque, finance.</p> <p>Le dossier d'autoévaluation ne renseigne pas suffisamment certains éléments se rapportant aux stages, et notamment les modalités de suivi des stagiaires, ni son positionnement dans le calendrier universitaire du 2nd semestre.</p>
Place de l'international
<p>La place de l'international peut apparaître relativement faible pour cette LP. La LP recrute peu d'étudiants étrangers (0 à 2 par an) et il n'existe pas d'échanges formalisés d'étudiants avec des établissements étrangers. Cependant, on note un effort important en matière d'enseignement de l'anglais avec 80 heures de cours, dispensées par une enseignante anglophone. Les relations avec des entreprises luxembourgeoises participent de l'internationalisation de la formation. Une initiation à la langue luxembourgeoise est annoncée pour 2015/2016.</p>
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite
<p>On note que la licence recrute environ 60 % d'étudiants boursiers en 2015 (entre 46 % et 55 % entre 2012 et 2014) ; ce qui semble élevé en regard d'autres LP. Cela constitue une information positive en regard des bons taux d'insertion professionnelle obtenus.</p> <p>Les étudiants proviennent, sans surprise, de BTS (1/3) et d'IUT (1/3), presque à égalité. Un troisième tiers provient « d'autres formations » à propos desquelles on aurait souhaité davantage de précisions. Aucun étudiant n'est venu de licence universitaire les deux dernières années (2013 et 2014). Il serait nécessaire de s'assurer ou de prendre des dispositions pour que les étudiants de L2 soient bien informés sur cette formation. Les professionnels interviennent dans le recrutement des étudiants, mais les modalités de recrutement ne sont pas précisées, à part le fait que l'entretien de recrutement peut se dérouler en anglais.</p> <p>L'année commence avec des cours de mise à niveau qui permettent à des étudiants d'horizons divers d'acquérir les bases nécessaires en comptabilité, droit, techniques quantitatives. Cela correspond bien aux prérequis des fonctions visées.</p> <p>L'accès à la licence est aussi possible en passant par une validation des acquis de l'expérience (VAE). Le dossier indique que cette procédure reste exceptionnelle.</p>
Modalités d'enseignement et place du numérique
<p>Il ne semble pas qu'il y ait de dispositifs particuliers pour les étudiants en formation continue (entre 1 et 4 étudiants les trois dernières années). On en déduit que l'enseignement a lieu en présentiel classique, sous forme de cours magistraux et de travaux dirigés.</p> <p>Il n'est pas prévu de contrats d'apprentissage ni de contrats de professionnalisation. Cela semble envisageable dans ce secteur.</p> <p>En matière de compétences transversales, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont enseignées sur 20 heures et l'anglais sur 80 heures, ce qui constitue un niveau raisonnable vues les exigences des métiers visés.</p>
Evaluation des étudiants
<p>Les modalités de contrôle des connaissances sont bien définies dans le dossier dans l'annexe sur les fiches disciplines. On note que la totalité des épreuves sont évaluées en contrôle continu, ce qui semble bien adapté à un diplôme professionnel voué à des compétences opérationnelles.</p>

On peut regretter que ne soit pas précisées la part d'épreuves écrites et d'épreuves orales, ni la durée des épreuves. Le jury d'examens délivrant le diplôme est composé d'au moins 25 % de professionnels. Le projet tuteuré est évalué à travers un rapport écrit. De même, le stage donne lieu à la rédaction d'un « mémoire de stage » soutenu devant un jury composé d'enseignants et de professionnels.

Suivi de l'acquisition de compétences

L'ensemble des compétences est bien listé, et il est clairement précisé quels enseignements permettent de les atteindre.

Il est dénombré 71 % des enseignants comme spécialisés sur les métiers du back office, ce qui est bien en concordance avec le caractère étroitement défini de la cible de métiers visés.

Le suivi du stage est assuré par un tuteur enseignant et un tuteur professionnel désigné par la banque d'accueil. Ce dernier assure le suivi journalier du stagiaire et garde un « contact étroit avec son homologue universitaire ». Le dossier ne mentionne aucun dispositif particulier du suivi des compétences de l'étudiant soit, durant sa présence dans l'établissement soit, durant sa période de stage. Il conviendrait de mettre en place d'un dispositif de type « livret de compétences ».

Suivi des diplômés

Le suivi des diplômés est assuré uniquement par les enquêtes de l'Université de Lorraine de l'observatoire de la vie universitaire (OVU). Ces enquêtes informent sur :

- L'origine des étudiants par baccalauréat,
- les types de diplômes de niveau Bac+2,
- la part des boursiers,
- l'insertion professionnelle, le salaire moyen et/ou la poursuite d'études.

Deux types d'enquêtes sont mentionnés : une enquête à 6 mois après le diplôme et enquêtes d'insertion à 18 mois de l'obtention du diplôme. Sur les 16 et 21 diplômés en 2011 et 2012, seulement 5 et 13 représentent des « situations connues » dans l'enquête à 18 mois. La représentativité de l'échantillon est donc médiocre.

Il ne semble pas y avoir de dispositif particulier par l'équipe pédagogique, en supplément de l'enquête de l'observatoire de l'Université. L'équipe pourrait notamment s'enquérir de la nature des postes auxquelles accèdent les étudiants.

Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation

Un conseil de perfectionnement existe de façon formelle depuis la rentrée 2013. L'objectif d'un tel conseil et de suivre l'évolution de la formation et d'apporter les modifications nécessaires. Le dossier ne précise pas qui est, de droit, présent dans le conseil. Les comptes rendus font état de la présence de trois enseignants (dont le responsable de mention) et deux étudiants.

Les comptes rendus de conseil de perfectionnement joints en annexes témoignent d'une volonté d'être à l'écoute des étudiants et de discuter de leurs remarques, mais les points d'amélioration semblent assez secondaires.

Si les effectifs venaient à croître encore, des processus plus formalisés d'évaluation des enseignements par les étudiants devraient compléter aux interventions des étudiants dans le conseil de perfectionnement.

Conclusion de l'évaluation

Points forts :

- Un positionnement assumé sur des compétences rares en réponse à des demandes émanant d'entreprises.
- Les bons taux d'insertion professionnelle.

Points faibles :

- Des débouchés dépendant d'un nombre restreint d'entreprises.
- Des objectifs en termes d'acquisition des compétences ne correspondant pas à un niveau Bac+3.

Avis global et recommandations :

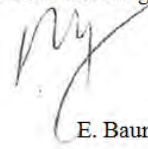
Cette formation a tout à fait sa place au sein de l'Université de Lorraine. En revanche, les compétences mentionnées dans la fiche RNCP notamment ne correspondent pas toujours au niveau LP et peuvent créer une confusion : on peut citer les compétences en matière de « bourse », de « gestion des OPCVM » ou encore la « maîtrise des risques ». Il est impératif de clarifier ces compétences pour signaler la dominante comptable de la formation, afin d'éviter une confusion par rapport à des formations de niveau Bac+5 plus orientées vers la gestion des risques et les opérations boursières. En outre, on encourage le lancement de discussions à propos d'un parcours en alternance.

Enfin, il serait important d'élargir le recrutement à des publics universitaires, et notamment aux étudiants titulaires d'une deuxième année de licence en économie et gestion qui souhaitent une insertion rapide sur le marché de travail.

Observations de l'établissement

Pas d'observations

Le Vice-Président en charge de la Formation



E. Baumgartner